



FRANCE

Comment les grandes universités de recherche irri guent l'économie française

Les dix plus grandes universités de recherche françaises sont à l'origine de plus de 40 milliards d'euros de valeur ajoutée et 380.000 emplois, selon une étude du cabinet britannique Biggar.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

Faire oublier un peu les polémiques sur l'islamogauchisme, le manque de places et toutes les occasions où l'on parle d'elles « pour de mauvaises raisons ». Dix des plus grandes universités françaises, celles qui font le plus de recherche, veulent parler d'elles comme de véritables « acteurs économiques ». C'est le sens de l'étude commandée au cabinet britannique Biggar, par l'association des grandes universités de recherche (Udice), un ensemble de 487.000 étudiants et de 74.000 personnels qui va de l'université de Paris à Saclay en passant par les établissements de Bordeaux, Strasbourg, Aix-Marseille ou Grenoble-Alpes.

L'étude, fondée sur les données des universités et sur les activités que les organismes de recherche mènent en leur sein, évoque le « haut niveau de la contribution économique des universités de recherche françaises à l'économie du pays ». Chaque euro investi dans le périmètre des universités de recherche a « un impact de 4 euros » et chaque emploi direct « génère trois emplois ». Globalement, cela représente 41,1 milliards d'euros de valeur ajoutée et

près de 380.000 emplois en France, selon l'étude. « L'impact économique des universités est meilleur que celui de l'industrie manufacturière », se félicite l'économiste El Mouhoub Mouhoud, à la tête de l'université Paris-Dauphine-PSL. Un poids économique jugé comparable à celui du secteur de la culture (47 milliards de valeur ajoutée pour l'ensemble des branches culturelles, selon une étude du ministère de la Culture).

L'impact « structurel » tient au poids économique de ces universités dont les budgets (de plusieurs centaines de millions à 2 milliards d'euros) en font « les principaux employeurs des métropoles », et à l'impact sur la consommation des étudiants (logement, cinéma...)

Au-delà des effets « démultipliateurs » sur « la création de valeur », El Mouhoub Mouhoud insiste sur « les externalités de connaissances produites par les universités » qu'il voit comme « l'un des moteurs de la réindustrialisation », et sur « les effets remarquables de long terme liés à la production de diplômés ».

Pour appuyer leur propos, les universités soulignent les effets délétères de l'insuffisance des investissements dans la recherche : « Sur les vaccins, il nous a

manqué plusieurs milliards pour aider les équivalents de BioNTech en Allemagne », regrette El Mouhoub Mouhoud. L'incapacité à figurer parmi « les premiers de cordée » dans la vaccination contre le Covid découle du « faible investissement réalisé dans la recherche ces quinze-vingt dernières années, par rapport aux autres pays européens et aux Etats-Unis », déplore Christine Clerici, présidente de l'association Udice et à la tête de l'Université de Paris (issue de la fusion de Paris V et de Paris VII). « On en paie les conséquences », regrette-t-elle, en soulignant « l'investissement massif » en cours aux Etats-Unis depuis l'arrivée de Joe Biden à la tête du pays.

« En haut de l'agenda politique »

Depuis 2015, les établissements d'enseignement supérieur multiplient les études d'impact. En mars dernier, une étude réalisée pour l'université de Reims Champagne-Ardenne indiquait que l'établissement générerait 517 millions d'euros de PIB en France (4 euros de PIB généré pour 1 euro investi) et 818 millions au niveau mondial.

« Dans cette période préélectorale, notre souhait est de mettre





les universités en haut de l'agenda politique et de faire un travail d'élucidation », insiste Alain Fuchs, à la tête de Paris Sciences et Lettres. PSL chapeaute le Collège de France, l'École normale supérieure ou encore l'université Paris-Dauphine. « Les universités rapportent plus qu'elles ne coûtent, martèle-t-il. Au lieu d'entendre des balivernes sur l'islamogauchisme, marginal, j'aimerais qu'on parle de l'université telle qu'elle est aujourd'hui. » « On est dans un moment politique où cela est audible », veut croire Christine Clerici. ■

